



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 juillet 2020

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2020 – 91 BUDGET PRINCIPAL 2020
MAINTIEN GARANTIES D'EMPRUNTS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 30 juin 2020, s'est réuni le mardi 7 juillet 2020 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)
Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Magali CONESA

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Nora ADDAD
(Prend part aux délibérations N°74 à N°114 et 27 à 51)

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG sans procuration
(Ne prend pas part au vote des délibérations N°52 à N°74)

PROCURATION :

Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Nora ADDAD à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1^{ère} Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal a pris acte qu'aucune observation n'a été formulée concernant le procès-verbal du 11 février 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 mai 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2020 - 85 VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT ET D'UNE
PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN - DECLASSEMENT PREALABLE

DU 7 JUILLET 2020

BUDGET PRINCIPAL 2020
MAINTIEN GARANTIES D'EMPRUNTS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Demande d'accord pour le maintien de garanties d'emprunts accordées à la Société Immobilière Méditerranée SA d'HLM, qui cède ses programmes à la société 3F Résidences.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES FINANCIERES	-	-

Madame Catherine BUTTY expose :

Par délibération n° 2018-139 du 25 septembre 2018, le Conseil municipal accordait le transfert de garantie à 100 % des emprunts n°1054062 et 1040389 au profit de la société 3F Résidences, garantie d'emprunt initialement accordée à la Société Immobilière Méditerranée SA d'HLM.

Toutefois il convient de compléter la délibération susmentionnée et d'y apporter les précisions suivantes :

La Caisse des dépôts et consignations a consenti le 21/12/2005 au Cédant un prêt n° 1054062 d'un montant initial de 294 680,92 euros finançant la construction, l'acquisition et l'amélioration de 4 logements sis, 2 rue Rêve Vieille à Grasse.

En raison de la vente d'une partie des biens immobiliers du Cédant (Immobilière Méditerranée SA d'HLM) au Repreneur (3F Résidences), le Cédant a sollicité la Caisse des dépôts et consignations, qui a accepté, le transfert partiel au profit du Repreneur dudit prêt représentant une quotité de 19,53% pour un CRD constaté à 37 683,74 euros au 31/12/2017 et le maintien au profit du Cédant d'une quotité de 80,47 % pour un CRD constaté à 155 309,84 euros au 31/12/2017.

Aussi, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer :

- sur l'octroi de la garantie relative à la quotité des prêts transférés au profit du Repreneur, soit 19,53 % pour un CRD constaté à 37 683,74 euros au 31/12/2017 ;
- sur le maintien de la garantie relative à la quotité de prêt conservée au profit du Cédant, soit 80,47 % pour un CRD constaté à 155 309,84 euros au 31/12/2017.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous :

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2005-311 en date du 17/11/2005, accordant la garantie de la commune de Grasse à Immobilière Méditerranée SA d'HLM, ci-après le Cédant, pour le remboursement de l'emprunt destiné au financement de la construction, l'acquisition et l'amélioration de patrimoines à Grasse, dont la résidence située au 2 rue Rêve Vielle à Grasse cédée à 3F Résidences ;

Vu la demande formulée par le Cédant et tendant à transférer partiellement le prêt à 3F Résidences, ci-après le Repreneur ;

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriale ;

Vu les articles L 443-7 alinéa 3 et L 443-13 alinéa 3 du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'article 2298 du Code civil.

Article 1 :

L'assemblée délibérante de la commune de Grasse maintient sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'une quotité de 80,47 % et d'un CRD constaté à 155 309,84 euros au 31/12/2017 d'un prêt d'un montant initial de 294 680,92 euros consenti par la Caisse des dépôts et consignations au Cédant, conformément aux dispositions susvisées du Code de la construction et de l'habitation.

Article 2 :

Les caractéristiques financières de la quotité du prêt maintenue sont précisées dans l'annexe ci-après devant impérativement être jointe aux autres pages de la délibération de garantie.

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée résiduelle totale du prêt, jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Repreneur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer au Repreneur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée résiduelle du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

Article 5 :

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à intervenir à la convention de transfert de prêt qui sera passée entre la Caisse des dépôts et consignations et le Repreneur ou, le cas échéant, à tout acte constatant l'engagement du garant à l'emprunt visé aux articles 1 et 2 de la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCORDER** la garantie à hauteur de 100 % de l'emprunt n°1054062 au profit de Immobilière Méditerranée SA d'HLM (Cédant) pour une quotité de 80,47 % avec un CRD constaté à 155 309,84 euros au 31/12/2017.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 9 abstentions : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur de FONTMICHEL, Monsieur CASSARINI, Madame LAZREUG, Monsieur ISNARD, Madame ISNARD, Monsieur CAMERANO.